

États-Unis : moratoire sur les nouveaux terminaux gaziers

Partage international n° [427](#) - Mars 2024

Depuis des mois, les groupes de défense de l'environnement planifiaient une action de grande envergure qui devait se dérouler à Washington en février 2024. Ils étaient prêts à se faire arrêter pour protester contre le projet de l'administration Biden d'autoriser de nouveaux terminaux gaziers le long du golfe du Mexique, du Texas à la Floride.

Cependant, fin janvier, le président J. Biden a surpris en suspendant temporairement toutes les décisions en cours concernant les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL), sauf en cas d'urgence liée à la sécurité nationale.

Il a déclaré que pendant cette pause : *« Nous examinerons attentivement l'impact des exportations de GNL sur les coûts de l'énergie, la sécurité énergétique des États-Unis et notre environnement. Cette pause dans l'approbation de nouveaux projets de ports méthaniers tient compte de la crise climatique à sa juste importance : c'est la menace existentielle de notre époque. Nous tiendrons compte des appels des jeunes et des communautés sur le terrain qui font entendre leur voix pour exiger des mesures de la part de ceux qui ont le pouvoir d'agir. »*



Photo : [Radosław Drożdżewski \(User:Zwiadowca21\)](#), [CC BY-SA 4.0](#), via Wikimedia Commons

Un terminal méthanier. Aux États-Unis, les

nouveaux projets méthaniers entraîneraient plus d'émissions carbonées que toute l'Union européenne. La Maison blanche a suspendu tous les nouveaux projets.

Bien que ce moratoire ne soit forcément pas permanent, les objections des écologistes et des scientifiques concernés seront entendues. Les États-Unis sont le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié. La majeure partie est destinée à l'Europe pour remplacer le gaz russe, dont l'acheminement a été interrompu en raison de la guerre en Ukraine.

L'exportation de gaz naturel fait en réalité augmenter le prix pour les consommateurs américains, contrairement à ce que prétendent les détracteurs républicains. En outre, l'Europe dispose aujourd'hui d'une grande quantité de gaz naturel, et la demande devrait diminuer dans les années à venir car le vieux continent a accéléré sa conversion aux énergies renouvelables.

Le gaz naturel est principalement composé de méthane et, bien qu'il soit plus propre que le charbon lorsqu'il est brûlé, il est beaucoup plus dangereux pour le climat que le dioxyde de carbone à court terme et peut fuiter n'importe où le long de la chaîne d'approvisionnement. Le processus de liquéfaction est également extrêmement gourmand en énergie, ce qui crée encore plus d'émissions carbonées.

Selon une lettre envoyée au président J. Biden le mois dernier par 170 scientifiques, les 12 projets de terminaux gaziers actuels et les 16 projets prévus entraîneraient l'émission de 3,9 milliards de tonnes de gaz à effet de serre par an, soit plus que l'empreinte carbone totale de l'Union européenne.

La réalisation de l'analyse environnementale requise prendra probablement quelques mois et sera suivie d'une période de consultation avant que les nouvelles lignes directrices ne soient adoptées. La manifestation de février à Washington a été annulée, désormais jugée inutile.

Etats-Unis

Sources : The Hill ; Bill McKibben's Substack

Thématiques : [environnement](#)

Rubrique : [S.O.P. — Sauvons notre planète](#) (« Les changements climatiques montrent sans l'ombre d'un doute que la planète est malade... Le temps nous est compté pour mettre fin aux ravages que

subit quotidiennement la planète Terre. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant a son rôle à jouer dans sa restauration. Oui, le temps presse. Save Our Planet (S.O.P.), sauvons notre planète ! » Le Maître de B. Creme, S.O.P. Sauvons notre planète, le 8 septembre 2012.)